



## Publics éloignés : le facteur « Sherwood »

**Par Duygu CELIK**  
Lire et Écrire en Wallonie  
décembre 2018

*La présente analyse s'intéresse à ce que l'on a dénommé « sherwoodisation », processus de décrochage de masse par lequel des populations sortent des circuits d'aide institutionnalisée, vivent en dehors des écrans radars de la sécurité sociale et qu'il devient, par conséquent, de plus en plus difficile de toucher. Notion complexe et recouvrant des réalités multiples, nous nous intéresserons à un aspect particulier, à partir d'une expérience de terrain et des réflexions des travailleurs sociaux pour apporter des éclairages qui demeurent, somme toute, partiels sur le phénomène.*

Les lignes qui suivent s'appuient en majeure partie sur les propos recueillis auprès d'une travailleuse sociale de Lire et Écrire Centre Mons Borinage qui a développé et accompagné le projet « MAP ».

« MAP » pour « Mobilisation des acteurs et des partenaires » est une action développée par Lire et Écrire Centre Mons Borinage en partenariat avec le CIEP et financé par le Fond social européen.<sup>1</sup> Il s'inscrit en réponse à une question sur laquelle se sont penchés plusieurs opérateurs du plan de cohésion sociale et de l'instance bassin de Mons : pourquoi les formations en alphabétisation peinent-elles à remplir leurs groupes alors que la région de Mons Borinage présente de nombreuses personnes en difficulté de lecture et d'écriture ? Les besoins sont là, les opérateurs de formation et d'insertion le savent, les services sociaux et travailleurs de proximité en témoignent, les indicateurs socioéconomique l'attestent. Mais l'offre de service semble en décalage avec les besoins de la population. Face à ce constat, ces acteurs émettent une double hypothèse : d'une part, que les opérateurs de formation ne parviennent pas à toucher toute une frange de la population en situation d'illettrisme et d'analphabétisme et, d'autre part, que les formations proposées sont généralement inadaptées à ces publics. C'est de là qu'est né le projet MAP.

Comment toucher les publics en besoin de formation de base mais qui sont très éloignés de la formation et de l'emploi ? Tel était le défi du projet. C'est sur le partenariat que les acteurs ont misé pour y faire face, partant du présumé que si eux, acteurs de formation et d'insertion, ne rencontrent pas le public éloigné, les services sociaux de proximité sont, par contre, en contact permanent avec lui. Les centres d'hébergement, maisons maternelles, CPAS, maisons de quartier,

---

<sup>1</sup> Voir « Projet « Mobilisation des Acteurs et des Partenaires » : comment toucher le public éloigné ? » dans le *Journal de l'alpha*, périodique de Lire et Écrire, n° 213, numéro à paraître en 2019.

AMO, planning familial... tout un réseau d'acteurs qui est amené, à travers ses missions et ses services, à rencontrer un public que les centres de formation ne rencontrent pas nécessairement.

C'est donc ce réseau d'acteurs de proximité que Lire et Écrire et le CIEP ont mobilisé. Ils ont mené un travail très en amont, qui ne s'est pas limité à réunir les acteurs et à les informer du projet, mais à construire avec eux une méthodologie commune pour définir le public cible, se former ensemble au pouvoir d'agir. Ce travail en amont avec les partenaires a permis à la fois de créer l'adhésion autour du projet, mais aussi de doter des acteurs aussi divers que des centres de planning familial ou des centres d'hébergement de la capacité de voir et de comprendre les difficultés de lecture et d'écriture chez leur public.

Miser sur les partenaires n'était toutefois pas suffisant pour toucher le public éloigné. Malgré l'accompagnement par Lire et Écrire et le CIEP, les partenaires n'avaient pas nécessairement le réflexe ni la connaissance de la problématique comme l'ont les travailleurs de l'alpha. Mais plus important que cela, c'est que le contact direct s'est avéré indispensable pour que la personne accroche. Lorsqu'elle est orientée par l'éducateur du centre d'hébergement ou l'assistant social de la maison maternelle, elle ne vient pas pour autant. Les travailleurs de Lire et Écrire et du CIEP se sont donc rendus directement dans les salles d'attentes, les lieux d'accueil, ont discuté avec les personnes de manière très informelle, pris un café ensemble, fumé une cigarette...

Au lieu de s'appuyer exclusivement sur l'orientation par les partenaires via des personnes-relais, les deux opérateurs de formation se sont donc rendus directement chez ces partenaires, en accord avec eux, pour rencontrer leurs publics de manière très informelle. Ce n'est qu'à partir de ce moment-là, et avec la sensibilité de travailleurs de l'alpha, qu'ils ont véritablement commencé à rencontrer un nouveau public avec des difficultés de lecture et d'écriture. Et ce n'était qu'un début. Il a fallu ensuite, avec les personnes rencontrées de manière informelle, faire un travail de positionnement sur la maîtrise des compétences de base, un travail d'orientation, savoir où elles en étaient, ce qu'elles attendaient et ce que l'action de Lire et Écrire et du CIEP pouvait ou non leur apporter.

**Qui sont ces personnes ?** D'après la travailleuse sociale que nous avons rencontrée, « *ce n'est pas tant la précarité qui caractérise ces personnes que les ruptures multiples qu'elles ont vécues* ». Ces ruptures peuvent toucher différentes sphères : familiale (divorce, perte d'un parent, violences conjugales,...), personnelle, scolaire (redoublement ou changements répétés d'établissement scolaire), professionnelle (article 60 inachevé, perte d'emploi,...) ou encore sociales (déménagement avec perte de repères par exemple). Suite aux ruptures successives, les mécanismes de socialisation se perdent lentement. La personne ne sait plus qui elle est ni comment entrer en relation avec les autres, comment refaire du lien avec la société. Certaines personnes finissent par se retrouver en centre d'hébergement.

Mais il faut rester prudent avec ces constats. De l'aveu de notre collègue, les personnes que le projet a touchées étaient celles qui fréquentaient certains services sociaux de proximité, même de manière ponctuelle. « *Je pense que **les publics vraiment éloignés ne sont même pas dans les dispositifs de proximité sociale. Ils vivent dans des communautés s'appuyant sur des réseaux de solidarité propres. Ils se tiennent loin des institutions et associations professionnelles. Je pense qu'il faut encore innover, encore réfléchir à la meilleure manière de les toucher et leur donner envie de rejoindre un groupe.*** »

Que peut-on en tirer comme éléments d'analyse et de réflexion ? Il y a une part du public que nos actions ne touchent pas. Ce sont des publics dit éloignés, qui ne sont pas dans les parcours d'insertion socioprofessionnelle, qui ne viennent pas en alphabétisation. À Lire et Écrire donc, comme chez d'autres opérateurs, nous sommes par endroit confrontés à la difficulté de remplir nos groupes de formation. À croire qu'il n'y a plus de personnes en situation d'illettrisme, que l'évolution de l'enseignement a été telle ces dernières décennies que plus aucun adulte ne souffre aujourd'hui de difficulté avec la lecture et l'écriture et que tous les immigrés qui s'installent chez nous ont été parfaitement scolarisés dans leur pays d'origine !

Bref, inutile de préciser que ce raisonnement est absurde. Les besoins sociaux sont là, en matière d'alphabétisation comme dans d'autres champs d'intervention qui font face à la précarité d'une partie de la population. Les indicateurs socioéconomiques montrent de manière évidente les inégalités profondes et les difficultés vécues par une frange grandissante de la population avec ou sans emploi mais au revenu précaire.

L'offre de services sociaux devrait, en tout logique, être saturée partout où règne le sous-emploi et la précarité. Or il existe des situations où l'offre de services sociaux au sens large ne rencontre pas les besoins d'une partie de la population. « *Ils ne viennent pas à nos formations* », « *ils ne s'adressent pas à nous* », « *on ne parvient pas à les toucher ni à entrer en contact avec eux* ». Manifestement, cette situation ne concerne qu'une catégorie de la population réputée en besoin social vu que les dispositifs restent généralement saturés, l'offre en matière sociale étant toujours globalement insuffisante par rapport aux besoins.

Les discours sur la « **sherwoodisation** » fournissent une hypothèse pour expliquer ce décalage entre la demande de service et les besoins d'une catégorie de la population. Concept neuf, introduit lors d'analyses de statistiques démographiques anglaises où il apparaissait qu'une population avait disparu des registres, le terme est apparu dans l'actualité wallonne et bruxelloise au moment où, au 1<sup>er</sup> janvier 2015, la mesure de fin de droit aux allocations d'insertion entrait en application. Bernard Van Asbrouck, chercheur à l'ULB et, par ailleurs, conseiller général au Forem, est à ce jour l'auteur qui a le plus développé le concept à travers quelques articles et de nombreuses conférences.<sup>2</sup>

C'est donc sans surprise que, face aux exclusions du système du chômage en 2015, l'administratrice générale du Forem a évoqué la sherwoodisation pour décrire la trajectoire d'une partie des publics en fin de droit aux allocations d'insertion, qui ne se retrouvent ni au CPAS pour le revenu d'intégration ni au Forem comme demandeur d'emploi. Ces personnes perdent du jour au lendemain un revenu de remplacement et ne recourent plus à aucune aide publique, vu qu'elles sont hors écrans radars des institutions. D'après le Forem, c'est 31% des 18.543 personnes en fin de droit qui ont quitté le statut de « demandeur d'emploi » et qui ne sont ni dans l'emploi, ni dans la formation.<sup>3</sup>

---

<sup>2</sup> « La sherwoodisation ou l'obsolescence de la cité » de Bernard Van Asbrouck dans *Revue nouvelle* n° 7/2015.

<sup>3</sup> LE FOREM, VEILLE ANALYSE ET PROSPECTIVE DU MARCHE DE L'EMPLOI, Que sont devenues les personnes arrivées en fin de droit aux allocations d'insertion ? Suivi de parcours de demandeurs d'emploi en fin de droit en 2015 identifiés dans les bases de données du FOREM, 2017, 11 p. (Wallonie) disponible en ligne : [https://www.leforem.be/MungoBlobs/28/925/20170615\\_Analyses\\_Focus\\_Fin\\_de\\_droit.pdf](https://www.leforem.be/MungoBlobs/28/925/20170615_Analyses_Focus_Fin_de_droit.pdf). Pour une analyse qualitative, lire également : DEMAZIERE Didier, UGEUX Elise, ZUNE Marc, Les expériences de l'exclusion du chômage, recherche qualitative, Université Catholique de Louvain, 2017, 98 p. (Belgique) disponible en ligne : [https://cdn.uclouvain.be/groups/cms-editors-girsef/Rapport-excluscho%CC%82mage\\_UCL\\_Avril\\_2017.pdf](https://cdn.uclouvain.be/groups/cms-editors-girsef/Rapport-excluscho%CC%82mage_UCL_Avril_2017.pdf)

Une des analyses possibles, celle relevant d'une certaine Droite politique, consiste à dire que si un tiers des personnes ne recourent plus à aucune aide publique, c'est qu'elles n'en avaient pas besoin. C'est prouver l'assistanat du système et les fraudes sociales. Tel est le discours de la NVA en Flandre. Probablement qu'il y en a, des fraudeurs sociaux. Probablement qu'il y a aussi une entraide familiale à laquelle on ne recourait pas, par effet d'aubaine parce qu'une aide publique existait ou, peut-être, pour une question d'indépendance et de liberté.

Mais la sherwoodisation offre une toute autre analyse encore. Celle d'une précarité extrême corrélée à une difficulté croissante d'accès aux droits, voire, dans le sens inverse, consécutive de conditions d'accès aux droits de plus en plus restrictives ou de leur inexistence, de leur suppression. La mesure de suppression des allocations d'insertion a ainsi jeté dans la détresse une population déjà précaire. Une partie d'entre elle ne pouvait pas recourir au CPAS parce qu'elle ne remplissait pas les conditions d'accès au revenu d'intégration. Des personnes se sont retrouvées sans rien pas par choix, pas par méconnaissance de leurs droits, mais parce qu'il n'y avait plus rien pour elles.

À côté de cela, la sherwoodisation, c'est aussi ces personnes qui renoncent délibérément aux aides octroyées par les politiques d'activation pour échapper aux contraintes qui y sont liées. Lassées de rendre des comptes sur une situation qu'elles ne maîtrisent pas et dont elles ne parviennent pas à s'extraire, elles préfèrent désertier les institutions et services incarnant de près ou de loin la sécurité sociale de l'État, en ce compris les associations professionnelles agissant dans le cadre d'une mission déléguée par l'État. Enfin, la sherwoodisation, c'est aussi cette population qui choisit de vivre en marge de l'État et de la société, préférant les réseaux de solidarités alternatifs, à l'image des communautés de squats dans les grandes villes,<sup>4</sup> des campements de jeunes installés dans les bois en bordure de métropole, des résidents permanents dans les campings<sup>5</sup>, autant de mondes caractérisés par une entraide, des liens sociaux très forts et un sentiment d'appartenance à une communauté.

Comme nous pouvons le voir, « Sherwood » est constitué de réalités multiples. Lorsqu'il l'évoque, Bernard Van Asbrouck le décrit comme un archipel plutôt que comme une île. Constitué de populations qui renoncent délibérément à leurs droits sociaux ou qui en sont exclus contre leur gré, **leur point commun est la ré-affiliation dans d'autres réseaux d'appartenance**. C'est précisément la valeur ajoutée du concept de sherwoodisation, qui le distingue notamment de la notion bien connue de désaffiliation sociale de Robert Castel : il renvoie à la fois à un phénomène de décrochage de masse et à la création de nouveaux liens d'appartenance.

Nous assisterions ainsi à une forme de retour au lien communautaire. Dans son bestseller<sup>6</sup>, Harari évoque l'évolution de l'humanité où tant le marché que l'État providence ont progressivement remplacé les liens communautaires et familiaux pour répondre à l'ensemble des besoins de la société. Cette conjonction de l'État et du marché a, dans le même mouvement, produit

---

<sup>4</sup> Voir notamment « 6 Mille » dans *Médor* n° 12 de l'automne 2018, la photographe Sarah Lowie met en lumière l'univers d'un squat de rappeurs afro-carolos, ou encore le squat Kré-Action, installé dans le quartier de Droixhe à Liège et photographié par Marc Wendelski, extrait de la série « The Change », dans *Alter Echos* n° 467 d'octobre 2018.

<sup>5</sup> Voir « Un sociologue au camping » dans *Sciences Humaines* n° 309 de décembre 2018, relatant les travaux que le sociologue Gaspard Lion a mené auprès de résidents permanents dans un camping d'Île-de-France et dans un campement de jeunes, dans le bois de Vincennes, qui vivaient une existence à mi-chemin entre précarité et vie alternative.

<sup>6</sup> Yuval Noah HARARI, « Sapiens : une brève histoire de l'humanité », Albin Michel, 2015.

l'individualisation et la liberté qui lui est intrinsèquement liée. Or le marché n'offre qu'à celui qui peut payer, il est aveugle aux inégalités, il incite les multinationales à grossir sans arrêt, à payer un minimum d'impôt, à rémunérer le moins possible ses travailleurs, à les maltraiter par stratégie de management, à mettre des milliers de personnes à la rue pour aller chercher de la main d'œuvre moins chère ailleurs. L'État, quant à lui, est devenu « social actif ». On ne peut plus compter sur lui de manière inconditionnelle. Il déçoit, il se retourne contre le chômeur pour lui demander pourquoi il chôme, pourquoi il n'est pas qualifié, pourquoi il ne sait pas lire ni écrire correctement. Pour toute aide qu'il donne, c'est autant de persécutions et d'humiliations. Face aux échecs du marché comme de l'État, s'étendrait la forêt de Sherwood...

*Duygu CELIK  
Lire et Écrire Wallonie*